



Déclaration liminaire Comité Technique Local du 28/09/2020

Nous n'allons pas, ici, refaire l'histoire de cette crise, qui dès les 1ers jours a dévoilé un amateurisme politique indigne qui ensuite, a clairement montré nos incapacités industrielles pour finalement montrer l'extrême utilité sociale des métiers les moins bien rétribués...l'utilité sociale de ceux qui ne sont rien et que M. Macron semblait croiser régulièrement dans les halls de gares. Très tôt, nombre de communicants, affrontant la mort à distance, ont insisté sur la nécessité du changement...le monde de demain ne sera plus celui d'hier assenaient-ils !

Dans l'urgence de l'instant, le gouvernement nous a ensuite placé dans un coma artificiel nécessaire pour mieux exorciser nos peurs...de ces peurs qui empêchent de voir clair.
Septembre 2020, la crise n'est pas à son terme, mais le spectacle doit continuer ! Les mêmes réinvestissent la même arène et le public devrait encore applaudir !

Faisons fi de ce que pendant la période, les actionnaires, rentiers et autres épargnants ont continué de se goinfrer. Alors que la pandémie a privé 400 millions de personnes – dont une majorité de femmes – de leur emploi, et plongé un demi-milliard de personnes dans la pauvreté, les grandes entreprises ont su tirer profit de la crise.

Dans un rapport publié le 10 septembre, l'Oxfam dévoile que 32 multinationales ont enregistré cette année une hausse spectaculaire de leurs bénéfices : 109 milliards de dollars de plus que leurs bénéfices moyens réalisés au cours des quatre années précédentes. Une large partie de ces bénéfices a été reversée aux actionnaires. Oui, faisons fi de cette ignoble réalité et parlons du monde d'après...pas celui que la CGT voudrait inventer mais de celui que notre président veut déclinier...en définitive, un monde comme avant, le sécuritaire en + .

Le plan de relance annoncé par le Ministre Castex n'est qu'un énième plan de continuité. Pas un mot sur les fragilisés de la crise, les sans-emplois, rien sur notre indépendance économique dans des filières stratégiques, rien sur les délocalisations qui s'accroissent, rien sur les nouvelles formes de travail, synonyme d'esclavage moderne, et comme toujours, rien sur un démantèlement des services publics remis au goût du jour. Ce service public, dont tous reconnaîtraient l'indispensabilité, et celle de notre administration en particulier, redevient la cible des cost-killers, en niant les besoins croissants des usagers, à grands coups de communication auprès des élus...Le NRP mis entre parenthèse pendant la crise sanitaire revient en force.

La CGT 84 Finances publiques exige solennellement l'abandon de ce projet mortifère devenu anachronique et synonyme d'abandon des territoires et des usagers en ruralité .
La CGT ne participera ni de près ni de loin à sa mise en place.

C'est dans ce contexte que nous allons aborder l'ordre du jour de ce CTL qui ne présentent aucune rupture par rapport au CTL du monde d'avant ! La fermeture des accueils est plus que jamais d'actualité ainsi que les réorganisations de services pour palier aux suppressions d'emplois toujours plus importantes.

La CGT tient à redire haut et fort son refus de participer à la prétendue concertation sur le NRP. Ce que nous voulons, ce sont de véritables négociations sur l'avenir du réseau de la DGFIP, basées sur les revendications des agents. Cependant, à l'occasion de l'ordre du jour de ce CTL, nous constatons que sous couvert du déploiement de ce projet, ce sont des restructurations profondes concernant nos missions qui sont à l'oeuvre. Ainsi, une simple mention « à titre informatif » concrétise le transfert de la mission du recouvrement de l'impôt dans les SIP. Cela n'a rien d'anodin, et une telle évolution, concernant une mission essentielle, aurait valu il y a quelques mois un examen et un vote en CTL. Or, aujourd'hui, aucun document, étude d'impact ou calibrage des transferts d'emplois pour alimenter une quelconque discussion et bien sûr, pas de vote ! C'est scandaleux, une marque de mépris pour les agents et leurs représentants !!

Dans le même ordre d'idée, quid du bilan de l'expérimentation du « zéro cash » à la DDFIP de Vaucluse, qui aurait également dû faire l'objet d'un examen en CTL. Nous sommes curieux que vous nous communiquiez les chiffres qui ont permis au ministre, fort du succès de cette expérimentation, de généraliser cet abandon de mission...